

En pleine effervescence syndicale contre l'austérité À la veille de l'échec de la Conférence sur le climat Après des élections révélant un peuple québécois restant à gauche **Qu'attend Québec solidaire pour appeler à la grève sociale ?**

L'automne passe du chaud au froid et vice-versa. Le vote du Front commun pour la légale grève tournante de trois jours en octobre et novembre et celle nationale de trois jours au début décembre a été fort et généralisé¹. La préparation de la Conférence climatique de Paris s'enlise dans un projet d'accord loin du compte et multipliant les désaccords². L'élection majoritaire des Libéraux provoque soulagements et flottements d'espérance sceptique, mais avec un NPD restant bien implanté dans le Québec francophone, ce qui requiert de pousser à la roue. Les yeux braqués sur le débat parlementaire québécois, la direction de Québec solidaire se conforte dans un mélange d'abstention, de silence et d'attentisme³. Si la lutte sociale contre l'austérité et celle contre les gaz à effet de serre (GES) ne l'émeuvent pas malgré la prochaine atteinte de leur paroxysme, la perspective d'accord électoral avec le PQ de PKP continue de la titiller⁴ malgré les avertissements des congrès.

Un enthousiasme naissant handicapé par un étroit contrôle bureaucratique

La semaine de grève tournante s'avère un succès de mobilisation et d'enthousiasme, une répétition générale vers des moments plus intenses. À souligner l'inter-syndicalisme des lignes de piquetage et un appui populaire croissant réduisant l'espace de la hargne anti-syndicale.

Cela n'empêche nullement la haute direction syndicale d'étroitement contrôler ce début de mouvement gréviste que, très défensivement, elle subordonne à la moindre concession salariale du camp d'en face tout en justifiant un déficit⁵. Pourtant, les brèves occupations des bureaux de KPMG et HSBC suggéraient une réforme fiscale comme mode de financement supplémentaire⁶. Et voilà que le chroniqueur du journal Les Affaires, lors de sa chronique quotidienne à Radio-Canada-Montréal, suggère au gouvernement du Québec de suivre le courant albertain, ontarien et dorénavant fédéral de « *ne pas tout régler en une seule année* » et de « *donner un peu de chance aux finances publiques* »⁷. Attention à la ligne potentiellement casse-gueule du cadre financier à tout prix d'avertir un courant de pensée au sein de la bourgeoisie. Est-ce la raison pour laquelle le président de la CSN « *a bon espoir [qu'une entente] se fasse avant le déclenchement des deuxièmes et troisièmes phases de perturbations prévues d'ici le début décembre.* »⁸ Se prépare-t-il en catimini une petite vite ?

En refusant d'emboîter le pas à la dynamique du Printemps 2015, les directions ont non seulement laissé le gouvernement mettre en place leur cadre législatif (lois 10 et 20) et budgétaire, mais aussi comme l'affirme le Premier ministre, « *"... alors qu'on a réglé avec les médecins omnipraticiens, les municipalités et les traversiers"*. "Les Québécois ne

1 Robert Dutrisac, [Le Front commun annonce des grèves tournantes pour mieux négocier](#), Le Devoir, 10/10/15

2 Simon Roger, [La COP21 s'ouvrira sur un projet d'accord inabouti](#), Le Monde, 24/10/15

3 Québec solidaire (communiqué), [Élections fédérales – « Le règne de Stephen Harper enfin derrière nous »](#), Françoise David, 20/10/15

4 Marco Bélair-Cirino, [Les souverainistes reprennent la marche](#), Le Devoir, 24/10/15 ; « Le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale conviennent de la nécessité de ne pas attendre l'élection d'un gouvernement indépendantiste avant d'appeler en renforts des « Partenaires pour la souveraineté ». [...] "Est-ce qu'il peut arriver qu'il y ait certaines activités communes ? Oui ! Il faut que ça permette aussi d'exprimer nos divergences", poursuit Mme David. »

5 Radio-Canada, [Les grèves tournantes sont lancées dans le secteur public](#), 26/10/15 : « Le président de la CSN convient qu'il y a eu des avancées sur le plan de l'organisation du travail, mais il déplore le statu quo dans les aspects financiers des conventions collectives. [...] "Le déficit zéro, on a déjà proposé au ministre des Finances et au Conseil du Trésor de le reporter." »

6 Lia Lévesque (Presse canadienne), [Le front commun chez KPMG](#), Le Devoir, 15/10/15 : « ...les manifestants ont visé le milieu financier et plus particulièrement la firme KPMG, en faisant un lien avec les paradis fiscaux et l'évitement fiscal qui privent les gouvernements de revenus, donc d'une plus grande capacité financière pour mieux payer les employés de l'État. »

7 René Vézina, [Gravel le matin](#), Chaîne Première, Radio-Canada, émission du 28/10/15

8 Jacques Nadeau, Philippe Orfali, [Martin Coiteux hausse de nouveau le ton](#), Le Devoir, 28/10/15

comprendraient pas que ce ne soit pas le cas" »⁹ d'autant plus que la veille il avait « rappelé que l'ajout d'"un dollar dans la convention collective n'était pas garant d'une amélioration des services" »¹⁰. En un mot, de dire le Premier ministre, de un vous êtes isolés, quoique il soit difficile avec un demi million de grévistes et leurs familles de dire qui isole qui, et de deux vos demandes salariales ne sont que corporatistes soulignant à double trait la défaillance de la stratégie du Front commun, malgré la légitimité de ses demandes salariales¹¹, de découpler la lutte du Front commun de celle plus générale contre l'austérité (et contre les hydrocarbures). On pourrait rétorquer que la liaison enseignantes-parents-soutien scolaire du secteur primaire-secondaire par le mouvement « Je protège mon école » compense cette apparence de corporatisme. Cependant l'arrimage entre la FAE, qui regroupe, hors Front commun, le tiers du corps enseignant et les syndicats de soutien scolaire n'est pas toujours facile¹².

Une opposition syndicale qui persiste à refuser son auto-organisation

La direction du Front commun a repris le contrôle de la situation depuis le mouvement Printemps 2015 mais c'est pour mieux se coincer dans l'étau entre le ras-le-bol populaire et l'intransigeance néolibérale. La militance rescapée de ce Printemps, certes débarrassée de sa direction gauchiste, mais qui était entreprenante et décomplexée, refuse toujours l'auto-organisation en opposition conséquente des bureaucraties syndicales. Elle perpétue sans changement la formule-échec de la défunte *Offensive syndicale*, soit un réseau informel à l'écoute d'une ronde de conférences laquelle ronde s'est épuisée au bout de deux ans. Il était cocasse qu'un des conférenciers de la première réunion de la nouvelle *Lutte continue*, rassemblant quelques dizaines de personnes, lui rappelle que le succès mitigé de la grève du syndicat de l'enseignement primaire et secondaire de Colombie britannique en 2005, finalement arrêtée par la bureaucratie syndicale, était dû justement en grande partie à une gauche syndicale organisée, visible et confrontant la bureaucratie qui avait labouré le terrain pendant au moins deux ans afin de contrer, avec un surprenant succès, une loi spéciale par une grève illégale de deux semaines sans application ultérieure de sanctions.

Obnubilée par la probabilité d'une prochaine loi spéciale jugée quasi certaine, la militance présente à la réunion a presque raté la possibilité de l'entente pourrie comme en 2010 tout en restant pétrifiée par les conséquences drastiques d'un décret et les possibilités de le contrer légalement. À cet égard on eut droit à une petite histoire fort utile des lois spéciales au Québec et des méthodes légales et militantes pour les contrer. S'y ajoutait la distribution allant dans le même sens d'un excellent dépliant du Comité MobMaisonnette basé sur les luttes des infirmières en 1989 et 1999. Toutefois, fut oubliée l'analyse des quelques points d'orgue des luttes syndicales et sociales proprement québécoises de ce siècle-ci dont l'occupation d'une usine de l'Alcan en 2004, les blocages du 11 décembre 2003 et, *last but not least*, le mouvement des casseroles du Printemps érable contre la loi spéciale. L'emphase sur l'aspect légal en a fait des points aveugles. C'est à peine si a été invoquée une stratégie de riposte et encore moins une stratégie de riposte préventive que ce soit contre une loi spéciale ou contre une entente pourrie, les deux côtés de la même médaille.

Une idée de grève sociale qui reste vague et éclatée

Il fut donc peu question de « grève sociale » sinon en passant. Absente la perspective d'une grève sociale comme grève pro-active s'élargissant au privé et tendant vers la grève politique dont le but est le renversement du gouvernement pour un de gauche provenant et soutenu par la rue. En parler eut été vu comme absurde et risible. Pourtant, comment vaincre l'austérité sans cette perspective ? On fit quand même allusion à des tactiques comme le blocage et

9 Idem

10 Julien Arsenault, Presse canadienne, [Grèves tournantes: Couillard refuse de reculer](#), Le Devoir, 27/10/15

11 Idem, « Le front commun intersyndical, qui représente quelque 400 000 employés de l'État, réclame des augmentations de 4,5 % par année pendant trois ans. Selon Mme Martineau [présidente du SFPQ], cela permettra aux syndiqués de combler un écart salarial tout en suivant l'inflation au cours des prochaines années. "Les cinq dernières années, nous nous sommes appauvris et là, ce qu'ils nous offrent, c'est de s'appauvrir pour les cinq prochaines années. C'est inconcevable", a-t-elle dit. De son côté, le gouvernement offre deux années de gel salarial, suivies d'augmentations d'un pour cent par année pendant trois ans. »

12 Dans au moins une école montréalaise un tract commun n'a pas été possible. Ça ne semble pas une exception.

l'occupation mais sans du tout approfondir. Il ne fut pas question de tactiques plus humbles, comme des tracts aux usagers, l'affichage, le renforcement mutuel des lignes de piquetage, la création de réseaux sociaux. Ceux-ci sont plus à la portée dans les deux prochaines vagues, particulièrement dans le secteur de la santé qui s'ébranle à peine. La maximisation des chances de tenir des assemblées générales nombreuses et vindicatives en réponse à un décret, pour éviter un décret syndical de fin de grève en réponse à un décret gouvernemental, n'est-elle pas le développement de la pro-activité de la présente grève tournante devant devenir générale pour trois jours au début décembre... si bien sûr on se rend là ?

Le découplage du Front commun laisse en rade la grande lutte commune contre l'austérité où chaque grande composante s'activera indépendamment les unes des autres dans les intervalles de la grève tournante. Le Regroupement des organismes en défense des droits, comprenant près de mille organisations communautaires, fera une grève les 2 et 3 novembre prochains doublée d'une grande manifestation la deuxième journée de grève. Deux jours plus tard, le 5 novembre, l'ASSÉ organise sa propre manifestation contre l'austérité pour laquelle, à la fin octobre, des associations comptant environ 20 000 étudiantes avaient annoncé une grève concomitante. Cinq jours plus tard, le 10 novembre, le modeste mouvement pour un salaire minimum de 15 dollars l'heure comptant bon nombre de travailleurs des communautés culturelles aura son propre rassemblement. De son côté, la Coalition mains rouges appelle à une mobilisation le 28 novembre « *contre la destruction des services publics et des programmes sociaux et l'augmentation des inégalités sociales* » tout en promettant « *qu'après un éventuel décret dans les secteurs publics et parapublics, la Coalition appelle ses membres des différentes régions à se mobiliser et à organiser le plus rapidement possible des actions dérangeantes...* ». Le coup de poing du tous et toutes ensemble doit-il attendre la loi spéciale ?

Une lutte climatique hors champ et hors Québec

Pour combler la mesure de la déconnexion, la grande mobilisation mondiale pour contrer la crise climatique, en vue de la Conférence de Paris, ne se déclinera pas au Québec mais seulement à Ottawa au début novembre sous forme de sit-in puis lors de la Marche pour le climat le 29 novembre... avec un minimum de français. Faut-il revenir sur l'urgence climatique et l'échec annoncé, autre que diplomatique et encore, de la Conférence de Paris¹³ ? Pourtant, les grandes organisations environnementales québécoises rallient ou s'accommodent des choix de cible du gouvernement québécois tout comme de son marché du carbone. La direction de Québec solidaire tait son programme qui est pourtant radical sur ces points¹⁴. Résistant à l'assaut de la direction¹⁵ et du dominant courant électoraliste du parti, le Comité thématique sur l'environnement plie quelque peu sur les cibles et suggère de remplacer le marché carbone par la taxe carbone, miroir inversé du marché du carbone et un échec en Suède, son pays phare¹⁶. Le nouvel argumentaire des réalistes qui ne voient pas plus loin que le prochain terme électoral c'est d'être à la remorque du GIEC. Pourtant, aucune cible ancienne ou nouvelle que ce soit celle du GIEC ou celle du gouvernement du Québec n'a été mis au rancart. La cible du GIEC pour les anciens pays industrialisés reste de 25% à 40% pour 2020 par rapport à 1990. Celle du gouvernement du Québec reste à 20%, celle du PQ de 25% n'ayant jamais été appliquée par ce parti lors de son bref passage au gouvernement en 2012-2014.

Depuis 2007, où cette cible a été énoncée par le GIEC, la situation a empiré, comme soulignée dans le rapport de 2014, et ça continue. D'où la nécessité du maintien de la cible supérieure de la fourchette. Évidemment les gouvernements ayant renoncé à atteindre ces cibles (échec de Copenhague en 2009), il ne reste plus que 5 ans et comme ils veulent continuer à faire le minimum (cibles annoncées pour la Conférence de Paris), ils oublient l'année 2020 pour lui substituer 2030 et de préférence 2050 si ce n'est 2100. Le GIEC n'a rien renié mais les dirigeants des grandes et moyennes puissances oui. Ils ont noyé le poisson en inventant un tas

13 Voir sur mon site web : [À la veille de la Conférence de Paris sur le climat, Québec solidaire capitule](#), 2/10/15

14 Voir sur mon site web : [Le programme climat de Québec solidaire en danger – Se plier au capitalisme vert ou mobiliser pour sortir du pétrole](#), 18/10/15

15 À sa « *réunion extraordinaire tenue le 21 septembre 2014* », le Comité de coordination nationale « *mandate la Commission politique d'effectuer la mise à jour du programme sur la question de l'environnement, plus particulièrement le point sur la lutte aux changements climatiques.* »

16 Voir sur mon site web : [Taxe carbone – le cas dit exemplaire de la Suède](#), 22/10/15

de cibles avec des bases et des échéances différentes au point qu'une chatte n'y retrouve pas ses petits. Ajoutons-y l'adaptation politique du GIEC, après tout une organisation des Nations unies, particulièrement pour son « *rapport aux décideurs* » objet de bien des tractations et de pressions. La nomination du nouveau responsable, un adepte du capitalisme vert, n'augure rien de bon¹⁷. Québec solidaire se prêterait-elle à cet électoraliste petit jeu mesquin ? L'urgence climatique est une raison cruciale de pousser dès maintenant pour une grève sociale, sur la base de la lutte contre l'austérité, débouchant sur un gouvernement de la rue qui instaurerait un plein emploi écologique rendant possible l'atteinte de la cible de 2020. C'est là la seule option réaliste si on prend en considération l'avenir de la civilisation et même de l'humanité.

L'enjeu de la grève sociale : Un programme d'urgence de plein emploi écologique

Trop peu de temps ? Passer par le marché prend du temps tout en ne menant nulle part. C'est non seulement vrai pour le marché ou la taxe carbone. Il en est de même pour les subventions. Sans doute sont-elles nécessaires pour que la PME de la construction et industrielle joue son rôle dans la solution. Mais une fois interdits toute production d'hydrocarbures, oléoducs et trains de la mort, ce sont les grandes entreprises étatiques, contrôlées démocratiquement et encadrées par un gouvernement de gauche, qui de loin doivent jouer le premier rôle tout en mobilisant le communautaire. On pense à une Hydro-Québec débarrassée de son CA de gens d'affaires et tutti quanti et dont le but ne serait pas de maximiser ses profits mais de maximiser les économies et l'efficacité de l'énergie des bâtiments et de l'industrie par des programmes de grande ampleur d'application obligatoire et d'électrifier les transports collectifs dont des flottes de camions légers et d'autos-partage visant la disparition de l'auto privée sur une dizaine d'années.

Plus profondément, rien n'est possible sans un soutien populaire massif et enthousiaste. On n'obtiendra pas ce soutien à coups de taxes, « droits de polluer » et péages, tous socialement régressifs, qui coïncident les gens du peuple sans qu'ils puissent avoir recours à des moyens écologiques alternatifs qui, soit n'existent pas, soit qui ne sont pas à leur portée financière. Il faut aller chercher les sous là où ils sont : un impôt sur le capital, le profit et les revenus élevés ; un supplément d'impôt sur les banques et les pétrolières et aussi les énergivores (les alumineries)... en attendant leur expropriation. Puis il y a la taxe sur les produits luxueux et énergivores dont bien sûr il faut faire la liste, essentiellement les gros et puissants chars et les grosses maisons en ajustant sur le nombre d'items par famille et la taille de la famille. Veut-on vraiment créer un mouvement populaire écologique à la Printemps érable qui fut enflammé par la revendication de la gratuite scolaire ? Le créerait une popularisation de la gratuité du transport collectif, revendication en ce moment enfouie dans la plate-forme Solidaire.

Un peuple québécois qui vire historiquement à gauche et en branlement de combat

Ce n'est pas le moment de sombrer dans l'attentisme enthousiaste, sceptique ou cynique que pourrait causer la victoire électorale des Libéraux fédéraux du 19 octobre. Contrairement à l'analyse des experts de droite comme de gauche¹⁸ qui clament que la débandade orange au Québec a succédé à la vague orange de 2011, le comportement électoral du peuple québécois francophone s'ancre historiquement à gauche. Il y a eu certes une débandade orange en Ontario et au Québec non-francophone, mais non au Québec francophone où le NPD se retrouve avec près de 30% du vote populaire, du jamais vu sauf lors de la vague orange de 2011¹⁹. Quant à l'enjeu du niqab, l'option islamophobe a été rejetée par les francophones : le

17 Daniel Tanuro, [Un adepte du capitalisme « vert », lié aux lobbies – Hoesung Lee président du GIEC : un choix qui en dit long](#), 26/10/15, Politique, novembre-décembre 2015 par ESSF

18 The Bullet, [Good Riddance and Old Quandaries: Two Views from Quebec on the Canadian Federal Election](#), Socialist Project, 26/10/15

19 Ne disposant pas de sondage le jour même des élections donnant une répartition par langue maternelle, mais étant donné la vague Libéral chez les Québécois non francophones vérifiable dans un échantillon de comtés pertinents, étant donné les 16 élus du NPD au Québec comparé au 8 en Ontario malgré un nombre de comtés inférieur, étant donné que ces 16 élus proviennent de comtés nettement francophones sauf un (autochtone-francophone), on peut inférer que le 25.4% du vote NPD québécois (16.6% en Ontario) se traduit vraisemblablement par un pourcentage tendant vers le 30% pour les francophones. Avant la vague orange (42.9%), le pourcentage le plus élevé au Québec avait été de 12.2% en 2008.

vote combiné des Conservateurs et du Bloc, soit le vote "bleu", est inférieur à celui de 2011²⁰. Attention à l'illusion d'optique du nombre supérieur de députés de ces deux formations due uniquement aux déformations du système uninominal à un tour.

Le recul du vote pour le NPD tant au Québec qu'au Canada anglais s'explique avant tout par sa campagne droitière axée sur un immédiat déficit zéro dont les Libéraux ont adroitement profité en se déclarant partisan d'un déficit modéré sur trois ans pour financer des infrastructures entre autre de transport public. Pourtant une similaire inversion avait il y a à peine plus d'un an causé la stagnation du NPD ontarien alors qu'on attendait qu'il s'en tienne à son positionnement à la gauche des controversés Libéraux sortants. Comme quoi, le capital financier torontois exige du NPD des garantis que n'ont pas besoin de fournir les Libéraux. Cet ancrage à gauche du peuple québécois ne demande pas mieux que de se transformer en mobilisation anti-austérité et anti-hydrocarbure, ce que ne fera jamais le NPD et ce que pour le moment ne fait pas Québec solidaire.

Le moment est propice comme le démontre l'actuelle montée gréviste vers une grève générale du secteur public, déjà votée, sur fond du soudain déséquilibre du gouvernement Libéral. Il est d'abord désarçonné par la révélation au grand jour du comportement odieusement sexiste et raciste de sa police aux dépens des femmes autochtones, ce qui fait la une médiatique, alors que s'annonce une confrontation sociale de grande ampleur requérant une tolérance sinon un appui populaire de la répression qui pourrait être aussi intense que lors du Printemps érable. Comble de malheur, le fleuron par excellence de la demi-bourgeoisie québécoise, Bombardier, se voit soudain confronté à la faillite à cause du possible échec commercial de son coûteux nouvel avion moyen porteur, ce qui incite le gouvernement à soudainement renier son ultra-austérité pour la soutenir au-delà de plus d'un milliard \$ mais en ménageant ses profits dans d'autres domaines plus rentables²¹. On imagine l'ironie qui se déploie sur les lignes de piquetage et sur les réseaux sociaux.

La vraie politique qui change le fond de l'air se fait dans la rue, pas au parle-ment

Avec les grèves actuelles, le peuple québécois, en particulier son prolétariat, est en marche. Sa frange syndicale pousse à fond les directions syndicales au point de leur faire envisager une grève générale du secteur public de trois jours au début décembre. La job de Québec solidaire est de lui donner des perspectives pour l'inciter à franchir des seuils de mobilisation. Le fond de l'air serait susceptible de changer si les porte-parole Solidaire appelaient à une grève sociale. Les « conditions gagnantes » pourraient être réunies pour une dynamique de prise de pouvoir permettant de réaliser le plein emploi écologique sur fond d'indépendance pour exproprier les banques. La tragédie grecque de cet été a plus que démontré l'impuissance d'une victoire seulement par les urnes. Toutefois, on a l'impression que la tragédie de Syriza incite plutôt la direction Solidaire à lessiver tout réformisme radical en faveur d'un réformisme marginal qui peut peut-être ralentir la débandade néolibérale, en autant qu'il n'y ait pas une crise économique pourtant assez prévisible, mais sans arrêter la plongée dans l'austérité, la guerre et la crise climatique.

Il est inquiétant que le parti se transforme non pas en un regroupement militant pour changer le monde tout en participant aux élections mais en machine électorale au message centriste. Il s'agirait de plaire à l'opinion publique dite progressiste mais modelée et bien encadrée par la chape de plomb de la compétition capitaliste — le *rat race* disent les anglophones — soutenue par son appareil idéologique (école et médias) et, à la limite, par les forces répressives. Pourtant la vraie politique qui change le fond de l'air se fait dans la rue, pas au parle-ment.

Marc Bonhomme, 30 octobre 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

20 Vote « bleu » : 2011 = 39.9%; 2015 = 36%. Il faut noter que le vote pour le Bloc est avant tout nationaliste. Le Bloc a fait une campagne populiste tant de « gauche » (oléoducs, fiscalité, assurance-chômage et... indépendance) que de droite (niqab, Syrie). Le vote Conservateur a été bien supérieur en Ontario (35%) qu'au Québec (16.7%).

21 Gérard Fillion, [C Series : transférer le risque aux contribuables](#), Radio-Canada, 29/10/15